

Une interprétation problématique de la Révolution tranquille

Une grille de lecture différente peut être avantageuse du point de vue des gains heuristiques

Denis Monière et Robert Comeau
Historiens

L'histoire est une discipline qui produit des savoirs instables. Chaque génération d'historiens cherche à se démarquer de ses prédécesseurs en réécrivant l'histoire en fonction de nouvelles hypothèses, de sorte que les interprétations d'hier sont remises en cause et que celles d'aujourd'hui le seront probablement par les prochaines générations. Ainsi va l'histoire.

Loin de nous l'idée de récuser la nécessité de revoir les analyses du passé, mais cela exige de la rigueur méthodologique. La question n'est pas de savoir si on peut proposer une autre grille de lecture de la Révolution tranquille, mais si celle-ci est avantageuse du point de vue des gains heuristiques.

Les historiens Martin Pâquet et Stéphane Savard ont publié dans *Le Devoir d'Histoire* un texte résumant leur dernier livre, *Brève histoire de la Révolution tranquille* (« Quelques idées reçues sur la Révolution tranquille », *Le Devoir*, 8 mai 2021). Cette réinterprétation ne nous a pas convaincus parce qu'elle soulève des questions de méthode.

Périodisation

Le nouveau découpage de la période est en soi problématique. Pourquoi avoir choisi 1983 pour clore la période ? À notre avis, 1983 ne se compare pas à 1960 : un changement de gouvernement n'est pas de même nature qu'une crise syndicale.

Ce qu'on a appelé Révolution tranquille dans l'historiographie se caractérise par une rupture institutionnelle avec la période précédente. Il y a eu à partir de 1960 une revalorisation des fonctions de l'État par la création d'une multitude de nouvelles institutions liées à l'État du Québec.

Rien de tel ne se produit en 1983, où il n'y a aucun changement institutionnel. Pour les auteurs, c'est un critère idéologique, soit le soutien à l'État providence, qui est le marqueur du début et de la fin de la Révolution tranquille. Mais alors, comment expliquer qu'après 1985 avec l'élection des libéraux, on ait conservé presque intégralement les acquis de la Révolution tranquille ?

Pour baliser le début et la fin de la Révolution tranquille, il faudrait que les auteurs utilisent des critères semblables. Rien de tel. Ils mettent sur le même pied une transformation de l'appareil d'État et une orientation idé-



ologique, qui n'a pas eu d'effets institutionnels, ni en 1983, ni en 1985.

Le critère qui pourrait servir à baliser l'avant et l'après devrait être la dissociation entre la société civile et le système politique. Ce phénomène s'est manifesté en 1960 quand les institutions politiques ont dû rattraper l'évolution de la société en se modernisant et, à l'autre bout du processus, on pourrait identifier 1970 avec l'élection de Robert Bourassa ou encore 1995-1996 avec l'échec du référendum et l'arrivée au pouvoir de Lucien Bouchard, qui représente une autre dissociation entre l'État et la société.

L'autre solitude

Les auteurs prennent peu en compte ce qui se passe sur la scène fédérale. Ils adhèrent sans s'en rendre compte à la doxa nationaliste qui fait croire que le Québec est libre de ses choix, ce qui occulte les effets des politiques fédérales. Ils évoquent le rôle du fédéral avec parcimonie par de courtes allusions.

Or, le développement de l'État providence n'est pas une exclusivité québécoise. Le Canada poussait aussi les provinces dans cette direction. Pourquoi restreindre le sens de la Révolution tranquille au développement de l'État providence, qui n'est pas spécifique au Québec ?

Cette approche est réductrice et cache un aspect fondamental pour comprendre la Révolution tranquille et qui lui donne sa spécificité, soit le processus d'émancipation nationale qu'elle a mis en branle sous diverses formes. Ce qui caractérise cette époque, c'est la volonté de maîtriser et d'utiliser l'État pour transformer les rapports de force.

Selon les auteurs, le moteur de la Révolution tranquille, ce sont d'abord les élites « définitrices ». Or cette logique est vraie dans toutes les sociétés et ne peut servir à caractériser ce qui s'est passé au Québec. L'analyse de classe est tronquée. S'il y a une bourgeoisie surtout technocratique qui profite de l'État, elle n'est pas seule à en profiter.

Quelles sont les autres classes qui étaient en lutte ? Or, les auteurs restent flous et se contentent de la métaphore du haut et du bas qui est loin d'être sociologique. Ils réduisent la complexité de la période en dissociant arbitrairement la question nationale de la question sociale pour mieux mettre en valeur l'action autonome des groupes de pression. Leur analyse ne rend pas compte de la réalité de l'époque.

Le mouvement féministe, par exemple, s'est développé dans le cadre du mouvement indépendantiste. Il y avait

Le mouvement féministe, par exemple, s'est développé dans le cadre du mouvement indépendantiste. Il y avait aussi des liens très étroits entre le mouvement syndical et le mouvement indépendantiste, écrivent les auteurs du texte.

JACQUES GRENIER
LE DEVOIR

aussi des liens très étroits entre le mouvement syndical et le mouvement indépendantiste. Les auteurs oublient les interactions entre les acteurs sociaux et les acteurs politiques et projettent sur le passé la conjoncture actuelle où les forces sociales et les forces politiques sont désarticulées.

Parti pris

Le parti pris des auteurs est de marginaliser le politique dans le processus de construction de la société et dans les choix collectifs. Ils font comme si le changement de parti au pouvoir n'avait pas d'importance en se focalisant sur les acteurs de la société civile. Ils minimisent par exemple l'importance de l'arrivée au pouvoir de Jean Lesage en 1960 ou encore celle de Pierre Trudeau à Ottawa en 1968.

Les auteurs reviennent sans s'en rendre compte à la vieille tradition de l'apolitisme ou de la dévalorisation du politique comme instrument de changement social. Ils privilégient dans l'explication historique les groupes de la société civile qui agissent au nom de valeurs particulières et font des pressions pour obtenir des changements. Ils négligent la fonction d'agrégation des partis et passent sous silence par exemple le rôle du Parti québécois et son hégémonie sur la société civile. Ils privilégient plutôt l'autonomie d'action des groupes de citoyens et en font les acteurs principaux.

Il s'agit d'un choix idéologique qui n'est pas plus scientifique que celui des adeptes de l'histoire politique. L'histoire sociale peut s'avérer même plus hasardeuse que l'histoire politique, car l'action des groupes de pression est plus difficile à évaluer empiriquement et laisse plus de place aux approximations et aux jugements idéologiques.

Les groupes de pression n'ont pas de compte à rendre à la société, ils sont moins transparents dans leur fonctionnement que les partis politiques, dont les activités sont publiques et réglementées. Le contrôle des faits est moins accessible au chercheur dans le cas des minorités actives.

Même s'ils ne sont pas les premiers à le faire, les auteurs ont le mérite de souligner le rôle des groupes de pression et la montée de la parole citoyenne dans le processus politique, mais ils tordent le bâton trop loin dans l'autre sens, ce qui les amène à occulter les interactions entre le monde associatif et le monde politique.

Ce sont les partis qui filtrent et sélectionnent les demandes formulées par les groupes de la société civile et qui les transforment en décisions qui s'appliquent à l'ensemble de la société. Le politique reste au centre de l'échiquier et gère les interactions sociales.

Le ratatinement du politique proposé dans cette lecture de la Révolution tranquille ne nous paraît pas rendre compte de façon juste et complète de cette période complexe qui a profondément changé la société québécoise.

III ENVIRONNEMENT

Un climat hostile

Nous ne trouvons pas les mots pour faire de la question écologique une cause commune claire et conséquente

Alain Deneault

Professeur de philosophie au campus de la Péninsule acadienne de l'Université de Moncton et auteur de *L'économie de la nature* (Lux Éditeur, 2019)

L'heure n'est plus à la convivialité spontanée, à l'harmonie facile, au *Buen Vivir* emprunté. La représentation souriante du mouvement écologiste, l'option enviable qu'il semblait constituer parmi d'autres, la transition tranquille à laquelle il nous invitait... virent à la confrontation.

Il ne suffit pas simplement d'acheter pour voter. Le recyclage des ordures ne sauve pas les âmes. L'emballage vert des produits de la grande distribution devient lui-même un problème à l'heure du zéro déchet. Un autre climat s'installe. Atmosphérique comme psychologique. Les deux sont intimement liés.

Le débat se fait vif entre les tenants de la lucidité, ceux qui ne veulent plus se mentir et regardent en face la perspective de l'effondrement des ensembles vivants, lequel entraînera les organisations sociales, et les autres, qui voudraient tant qu'on les berce encore d'un peu d'illusions.

Yves Cochet, ancien ministre de l'Environnement de France et « colapsologue » à l'Institut Momentum, nous dit que, pour s'en sortir, il faut

Des Idées en revues



Chaque mardi, *Le Devoir* offre un espace aux artisans d'un périodique. Cette semaine, nous vous proposons une version abrégée d'un texte paru dans la revue *L'Inconvénient*, printemps 2021, n° 84.

draît tout de suite diviser la production nationale par dix ! Aborder ainsi le propos, c'est s'assurer de perdre ses amis avant même d'avoir terminé son exorde.

Annoncez à un proche qu'il faut impérativement et sur-le-champ mettre fin à la consommation des produits laitiers. Enjoignez-le de devenir tout de suite végétalien. Dites-lui, à propos de tous les voyages dont il parle encore, qu'ils seront les derniers. Que sa voiture doit tout de suite appartenir également à ses cinq voisins immédiats... On vous engueulera pour un oui ou pour un non.

Parce que notre mode de vie est devenu plus encore que le symbole d'une appartenance de classe, c'est un droit,

un gage de liberté. Qu'on soit de gauche ou de droite, pour ceux qui y voient un sens. C'est branchés à nos élaborations psychiques que se racontent nos achats, nos petites et grandes possessions, notre rythme de vie.

Il ne vient à l'esprit de presque personne que les scènes les plus banales de notre cinéma — sauter dans une voiture, manger sur le pouce un repas chaud, changer de chemise plusieurs fois par semaine — apparaîtront comme de la science-fiction avant longtemps. [...]

Le sujet le plus représentatif du temps est celui qui, désespéré, mesure la vanité de ses efforts. Qu'il rompe avec la société de consommation, crée un jardin communautaire pour être autosuffisant au prix d'efforts inouïs, adopte un régime de vie des plus frugaux, qu'il se déplace à dos d'âne et se soigne à partir des plantes qu'il cultive... il mesurera qu'au-delà d'une expérience personnelle potentiellement enrichissante, il ne changera rien à l'hypothèse sérieuse d'un effondrement imminent de nos dynamiques écologiques et sociales.

Son engagement n'aurait de sens qu'en vertu d'un « si » magique, à savoir que si tous s'y mettaient subitement dans la minute même, nous mettrions les chances de notre côté. Sinon, notre entendement reste indifférent aux menaces qui ne sont pas immédiates, spectaculaires, abruptes. Nous nous faisons collectivement à la mort lente.

Nous sommes donc de plus en plus nombreux à vouloir nommer sans détour ce qu'il en est de notre conjoncture, à vouloir mettre fin aux coalitions stériles et aux discours mielleux qui taisent l'identité des coupables, et qui s'accrochent au régime qui nous a plongés dans cet état de misère.

Le discours des petits pas dans la bonne direction tient de la bêtise quand on connaît la proximité des échéances qui nous séparent de ruptures historiques graves. Mais dans ce climat d'urgence, nous ne trouvons pas les mots pour [...] faire de la question écologique une cause commune claire et conséquente. Nous ne savons pas traiter de cette question alors qu'elle se révèle la plus immédiate et la plus terriblement éminente.

Ne parlons même pas de l'esthétique de la catastrophe que le cinéma d'Hollywood a mise en avant, ni des champs d'expertise des sciences traitant nommément du sujet. Le catastrophisme n'a de sens que s'il nous permet d'éviter la catastrophe, et donc que s'il s'associe à une force historique capable d'action.

Or, les productions à grand déploiement, pas plus que les théories mathématiques se réclamant explicitement de la catastrophe, ne peuvent y parvenir. Les premières exaltent autant la dramatique dont est capable une œuvre de fiction que notre profond sentiment d'impuissance. Les secondes intègrent l'apocalypse à des modèles arithmétiques donnant l'impression de pouvoir gérer l'inacceptable plutôt que de tenter de le conjurer.

Que nous reste-t-il, pour parler, pour se dire en notre temps, lorsque nous faisons fi du jovialisme boy-scout des mouvements écologistes heureusement conviviaux, d'un cinéma stérile par ses côtés inutilement stressants ou des théories mathématiques jonglant très abstraitement avec la grenade dégonflée de la catastrophe ?

Des commentaires ou des suggestions pour *Des Idées en revues* ? Écrivez à rdutrisac@ledevoir.com.

Le discours des petits pas dans la bonne direction tient de la bêtise quand on connaît la proximité des échéances qui nous séparent de ruptures historiques graves